

La criminalité toujours d'actualité

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4607 - Dimanche 21 octobre 2018 - Prix : 10 DA

Affaire Khashoggi
L'Arabie saoudite avoue que
le journaliste a été tué
au consulat d'Istanbul

Page 24

Les ménages saignés à blanc

La flambée des prix persiste

Page 2

Un témoin capital : le corps de Jamal Khashoggi

Par Mohamed Habili

Maintenant que les Saoudiens admettent que Jamal Khashoggi est bien mort dans leur consulat d'Istanbul, contrairement à leurs dénégations maintes fois répétées, les enquêteurs turcs vont-ils devoir continuer de rechercher son corps comme si de rien n'était ? Ce ne serait pas du meilleur effet si cela devait être le cas. Qui mieux que ceux qui l'ont fait disparaître savent où il se trouve ? A priori, il n'y a qu'à leur demander. Après l'avoir cherché dans le consulat, puis dans la résidence du consul, mais en vain, les enquêteurs ont étendu leurs fouilles dans des endroits retirés d'Istanbul les plus susceptibles de servir de réceptacle à ce genre de dépôt, apparemment toujours sans succès. A moins bien sûr qu'ils aient déjà trouvé, mais qu'ils aient préféré n'en rien dire, pour le moment en tout cas. Rien n'est plus à même de conforter la version officielle saoudienne que la réapparition de ce corps. A une seule condition toutefois : qu'il soit entier. Pourquoi les Saoudiens escamoteraient-ils le corps de quelqu'un qui d'après eux est mort en quelque sorte accidentellement, au cours d'une bagarre à mains nues et à la loyale avec ceux qui l'attendaient dans le consulat pour une raison ou une autre ? Ils auraient au contraire tout intérêt à le produire, ce corps, car c'est la meilleure preuve de ce qu'ils affirment. Il ne doit rien lui manquer cependant, pas même un petit doigt. S'il lui en manque un seul, c'est la version officielle saoudienne qui est contredite. Or, d'après les fuites organisées des Turcs, ils seraient tous coupés.

Suite en page 3

Crise à l'APN

Ould Abbès : «La dissolution de l'APN est exclue»



Au moment où plusieurs voix évoquent la possibilité d'une dissolution de l'Assemblée, le secrétaire général du FLN, Djamel Ould Abbès est formel : «l'APN ne sera pas dissoute et l'élection présidentielle aura lieu à la date prévue».

Lire page 3

APC de Oued-Ghir et Béjaïa

Opération de démolition des baraques de fortune et nettoyage de la ville

Page 2

À l'occasion de ses 40 ans de carrière

Un vibrant hommage rendu à Ouazib Mohand Améziane

Page 13

Vols, trafic de drogue, délinquance, banditisme...

La criminalité toujours d'actualité

■ Malgré les efforts déployés par les autorités pour remédier aux problèmes de sécurité qui hantent les citoyens depuis des années, les actes d'agressions, de vols et de crimes sont toujours nombreux.

Par Meriem Benchaouia

La criminalité prend des proportions alarmantes dans certaines villes algériennes, au point de devenir l'une des principales causes d'inquiétude des citoyens. Devant un taux qui monte en flèche, une délinquance qui fait l'éloge de la presse, et des faits divers traumatisants qui font les gros titres des journaux, la situation semble inquiétante, en attestent les chiffres des services de sécurité. En effet, la criminalité est en train de plonger la société dans la peur et l'insécurité. Vols, agressions physiques, viols, trafic de drogues, meurtres, sont autant de délits enregistrés par les services de l'ordre. Devenant ainsi un véritable phénomène de société, le taux de criminalité augmente de plus en plus. Cette recrudescence alarmante est observée dans plusieurs régions du pays, même les zones reculées ne sont pas épargnées.

En effet, les cas enregistrés par les éléments de la gendarmerie, à travers le territoire national, les faits journalièrement exposés sur les colonnes des quotidiens nationaux d'information démontrent l'ampleur du fléau. L'éradication du phénomène n'est certainement pas pour demain. Les réseaux sont devenus plus organisés, mieux structurés, certainement liés à des circuits internationaux de trafic. Pourtant, les autorités mènent une lutte implacable et sans merci à travers plusieurs régions du pays. Un combat ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la lutte contre le crime reste une priorité majeure. Effectivement, les forces de police des sûretés des wilayas d'Alger, Blida, Oum El Bouaghi, Biskra, Batna et Sidi Bel-Abbès ont interpellé 81 présumés auteurs de différents crimes et délits à travers le territoire de ces wilayas, indique hier la Direction générale de la Sûreté nationale. « Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, notamment la détention et le trafic de stupéfiants, les forces de police des sûretés de wilaya d'Alger et de Blida, ont mené des opérations de recherches à travers leurs secteurs de compétence, ce qui a permis l'interpellation de 73 individus présumés auteurs dans divers délits », a-t-elle souligné dans un communiqué. Soixante et onze présumés auteurs de différents crimes et délits ont été arrêtés suite à des descentes dans plusieurs quartiers de la capitale, lesquelles se sont soldées également par la récupération de 71 grammes de kif traité et 598 comprimés psychotropes, et des armes blanches. Par ailleurs, les forces de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Blida, ont interpellé deux présumés auteurs dans une affaire liée



au trafic de drogue suite à l'exécution d'un mandat de perquisition dans un domicile sis dans la localité de Larbaa, a ajouté la même source.

La perquisition a permis également la récupération de plus de 500 grammes de kif traité, a-t-on encore souligné. A Oum El Bouaghi, les éléments de la police judiciaire qui agissaient sur information, faisant état qu'un groupe d'individus suspects en possession d'une quantité de comprimés psychotropes à hauteur de la ville, ont interpellé récemment 5 présumés auteurs impliqués dans une affaire liée au trafic de psychotropes et récupéré 720 comprimés psychotropes. Dans le même contexte, les éléments de la police judiciaire relevant de la sûreté

de wilaya de Biskra, ont interpellé un présumé auteur à bord d'un véhicule au centre-ville, en possession de 476 comprimés psychotropes. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité notamment le trafic de drogue, les forces de police des sûretés de wilaya de Batna et de Sidi Bel-Abbès, ont interpellé récemment 2 présumés auteurs impliqués dans une affaire liée au trafic de drogue, et récupéré 7,7 kg de cannabis. Par ailleurs, plusieurs individus suspects ont été interpellés à Tlemcen, Oran et Mila par les brigades de la Gendarmerie nationale qui ont également saisi des quantités de produits prohibés, indique samedi un communiqué de ce corps de sécurité. A Tlemcen, les gendarmes du peloton de la sûreté

routière de Hennaya ont, lors d'un barrage dressé sur l'autoroute Est-Ouest, interpellé un individu âgé de 58 ans, qui se dirigeait à bord d'un véhicule taxi de Maghnia vers Sidi Bel-Abbès, en possession de 1,490 kg de kif traité. A Oran, les gendarmes de la brigade de Sidi-Chahmi et de la section de sécurité et d'intervention du groupement territorial qui agissaient sur renseignements et en vertu d'un mandat de perquisition, ont interpellé deux personnes âgées de 35 et 41 ans et saisi dans leur domicile, situé à la cité Bendaoud dans la commune de Bir-El-Djir, 101 grammes de kif traité. Les gendarmes de la brigade de Misserghine qui agissaient également sur renseignements, ont interpellé de leur côté, à djebel

cité Rabah, dans la commune de Misserghine, deux personnes âgées de 19 et 45 ans, qui transportaient à bord d'un camion, dont le numéro de châssis a été effacé et d'un tracteur agricole, 2 quintaux de câbles électriques (en cuivre), volés de la nouvelle ligne de haute tension, reliant la centrale électrique de Misserghine à celle de Boutlelis. A Mila, les gendarmes de la brigade d'Oued-Seguen ont interpellé, lors d'un service de police de la route sur la route nationale 5, reliant Constantine à Sétif, dans la circonscription communale de Tadjenanet, une personne âgée de 33 ans, qui transportait à bord d'un véhicule, 12 380 pétards de différentes marques.

M. B.

APC de Oued-Ghir et Béjaïa

Opération de démolition des baraques de fortune et nettoyage de la ville

L'APC de Oued Ghir a mené ces derniers jours une vaste opération de démolition des baraques de fortune érigées au bord de la RN 12, par des marchands de fruits et légumes, a annoncé Yacine Ramdani, maire de cette municipalité. Situé à la périphérie de la ville de Béjaïa, l'APC de Oued-Ghir a agi, explique le maire dans une vidéo postée récemment sur les réseaux sociaux et selon ses déclarations sur radio Soummam, conformément à une note du wali visant à nettoyer les rues et éradiquer les commerces informels qui certes nourrissent des familles, mais entravent la circulation routière et polluent l'environnement. Ces baraques sont une source de danger pour les usagers de la route. Certains conducteurs s'arrêtent brusquement et créent des bouchons tout au long de la journée et parfois même des accidents de la route. « Toutes les baraques du marché informel seront éradiquées », a indiqué encore le maire. Ce sont, en fait, des dizaines de bicoques de fruits et légumes, kiosques, qui sont installés le long de la RN 12. Ces baraques, construites en tôle et en bois, occupent de vastes espaces au bord de route de la wilaya de Béjaïa notamment sur la RN 12. Elles représentent un danger potentiel pour la circulation routière et constituent une source de pollution de l'environnement. Des marchandises périmées, des

emballages et des ordures sont jetés derrière les baraques et sur les accotements, dans les rigoles conçues pour le drainage des eaux pluviales. Ils sont des dizaines de marchands de fruits et légumes, qui exercent cette activité commerciale au bord de la RN 12, depuis plusieurs années. Ils ont été délogés. Cependant, vu le chômage de masse qui touche la wilaya, ces marchands s'interrogent sur le devenir de leur activité, qui constitue pour beaucoup d'entre eux leur principale source de revenus. Suite à cette opération ces derniers réclament leur régularisation et la mise à leur disposition d'espaces aménagés en vue de pratiquer leur activité commerciale dans un cadre légal et organisé. Il y a lieu de noter que cette opération à laquelle ont pris part des ouvriers de la DTP avait été précédée par une action de nettoyage et d'embellissement des villages de la municipalité et au bord des routes notamment, la RN 12. Cette action a été menée dès l'installation de l'exécutif municipal intervenu après le dénouement de la crise qui avait secoué l'APC pendant plus de cinq mois. De gros moyens matériels et humains avaient été mobilisés par éradiquer les décharges sauvages et dépotoirs, qui pullulent dans la commune, en sus des actions de curage des caniveaux servant à l'évacuation des eaux pluviales. Notons

qu'une opération de nettoyage, la troisième du genre, a été organisée dans la ville de Béjaïa hier. Elle a été chapeautée par l'APC. Il est question à travers cette nouvelle action de « sensibiliser chacune et chacun au respect de l'espace public qui est notre bien commun ». Elle a été placée sous le signe « Le souhait de tous... le devoir de chacun ». Cette action d'envergure qui a recueilli l'adhésion des populations de Béjaïa, du mouvement associatif et des entreprises publiques et privées a été répartie sur 9 zones pour mieux maîtriser la gestion des moyens mis en œuvre. Notons que l'APC de Tichy a mené aussi une opération similaire avec la contribution des associations de la commune. Le volontariat a touché des quartiers et villages de la commune. Notons que des travaux d'aménagement devaient être entamés hier au niveau de l'entrée principale du campus universitaire d'Aboudaou. Le wali qui a effectué une visite d'inspection au courant de la semaine passée a instruit le directeur des travaux publics afin de lancer des travaux d'aménagement et de réfection au plus vite et appliquer la solution qui a été trouvée sur place et proposée par le premier responsable de la wilaya afin d'empêcher les stagnations d'eaux pluviales », annonce la cellule de communication de la wilaya.

Hocine Cherfa

La flambée des prix persiste

Les ménages saignés à blanc

■ La hausse n'épargne aucun aliment. En effet, depuis des semaines, les prix des fruits, légumes, viandes et de la majorité des légumes secs connaissent une augmentation permanente. Dans la majorité des marchés de la capitale, on remarque une augmentation d'au moins 20 à 60 DA.



Par Thinhinene Khouchi

Au grand désarroi des citoyens, les prix des aliments de large consommation ne cessent d'augmenter. En effet, depuis des semaines, le marché des fruits et légumes ainsi que celui des viandes connaît une hausse affolante. visiblement les commerçants se sont passé le mot, car aucun aliment n'a échappé à la hausse. Aux marchés Clauzel, Meissonnier, ceux de Chéraga, Ain Benian les acheteurs se contentent de regarder les prix et un seul mot revient chez tous «c'est trop cher». Par exemple, au marché Clauzel, du côté des légumes, la pomme de terre est affichée à 90 DA le kilo, la tomate est vendue à 85 DA chez certains tandis que d'autres l'exhibent à 150 DA expliquant qu'elle

est de bonne qualité. Les oignons affichés à 45 DA il y a une semaine sont à 65 DA le kilo aujourd'hui. La courgette qui se vendait il y a quelques jours à 80 DA, a vu son prix complètement doublé s'affichant désormais à 180 DA, une augmentation qui reste sans explications. Les carottes sont cédées entre 90 DA et 110 DA. La salade à 180 DA le kilo. Les navets à 85 DA, les poivrons à 100 DA et les haricots verts à 160 DA. Ali, un père de famille rencontré devant un vendeur de légumes réputé à Clauzel pour ces prix inférieurs à ceux des autres vendeurs nous confie : «c'est vraiment cher, d'habitude les courgettes sont vendues maximum à 60 DA, aujourd'hui elles sont à 180 DA le kilo, la pomme de terre à 90 DA. C'est vraiment trop, on ne peut ni manger de légumes frais ni secs

car même loubya (haricots blancs) est à 250 DA». Questionné sur les causes de cette hausse qui perdure depuis assez longtemps, les commerçants de ce marché disent ne pas être responsables de cette cherté, ils rejettent tous la faute sur les grossistes. Un des commerçants nous explique que «ce n'est pas nous les blâmes, ce sont les grossistes qui augmentent à chaque fois les prix et nous on est obligé de suivre sinon on ne gagnera rien». Même augmentation dans les prix de certains fruits, à l'image de la banane qui est proposée à 400 DA le kilo et les figues à 240 DA. Le prix de la pomme locale a lui aussi été retouché passant en quelques jours de 160 DA à 250 DA le kilo, les raisins sont affichés à 250 DA aussi. Du côté des viandes, la viande blanche

est passée de 320 DA/kg à il y a juste une semaine à 390 DA. La viande ovine locale est proposée à 1 450 DA et la viande bovine à 1 700 DA. Le consommateur algérien a été surpris pendant cette semaine par la hausse des prix des légumineuses, car la flambée des prix a aussi touché les légumes secs car le prix de ces derniers a aussi augmenté d'environ 10% par rapport à l'année précédente, puisque le prix des pois chiches s'élève à 290 DA le kilo, alors qu'ils se vendaient à environ 230 DA durant les mois précédents. Le prix des haricots blancs a enregistré, lui aussi, une hausse allant de 230 DA jusqu'à 250 DA le kilo, contre 190 DA/kg pour la même période. Alors que le prix des lentilles varie entre 160 et 180 DA/kg. Même constat du côté des viandes. **T. K.**

Crise à l'APN

Ould Abbès : «La dissolution de l'APN est exclue»

Au moment où plusieurs voix évoquent la possibilité d'une dissolution de l'Assemblée, le secrétaire général du FLN, Djamel Ould Abbès est formel : «l'APN ne sera pas dissoute et l'élection présidentielle aura lieu à la date prévue». Djamel Ould Abbès qui s'exprimait après la réunion du bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN), qui a constaté mercredi dernier la vacance de la présidence de l'institution, déclare : «A ceux qui parlent de dissolution de l'APN, je dis que cette option n'est pas à l'ordre du jour. L'Assemblée est élue par le peuple pour un mandat de cinq ans».

Le SG du FLN, qui présidait une réunion des mouhafedhs à Alger, en prévision des prochaines sénatoriales, tient à assurer que le fonctionnement

normal du bureau de l'APN reprendra dès dimanche, précisant que c'est le bureau de l'APN qui dirigera les travaux.

Pour lui, la crise actuelle est interne au Parlement et elle sera réglée par les députés. «Son règlement est en bonne voie», a-t-il indiqué. Selon lui, «la confirmation de l'état de vacance de la présidence de l'Assemblée est susceptible de sauver la chambre basse du Parlement». «Le retrait de confiance au président de l'APN, Bouhadja qui est issu du FLN, est réglementaire», considère Ould Abbès. Le secrétaire général du Front de libération nationale, Djamel Ould Abbès affirme encore que les élections présidentielles du mois d'avril 2019 se dérouleront à la date prévue et ne seront pas reportées. «Il n'y aura pas non plus de report de la prochaine

élection présidentielle», rassure-t-il, précisant : «Il est interdit à quiconque d'attenter à la stabilité et à la sécurité du pays pour des intérêts personnels».

Pour rappel, les députés FLN et RND se sont rassemblés dernièrement devant l'entrée de l'Assemblée populaire nationale (APN) afin d'empêcher Saïd Bouhadja d'accéder à son bureau et le pousser ainsi à la démission. Ils ont même cadenassé le portail de l'APN renforcé par une chaîne en acier. Les présidents de ces groupes parlementaires avaient remis au président de l'APN une motion de «retrait de confiance» dans laquelle ils ont dénoncé des «dépassements et violations» enregistrés au sein de l'Institution législative, à savoir «marginalisation éhontée, l'ajournement prémédité de l'adoption

du Règlement intérieur de l'APN, marginalisation des membres de la Commission des affaires juridiques, mauvaise gestion, frais exagérés déboursés illicitement, la non-répartition des missions à l'étranger sur la base de la représentation proportionnelle et recrutement aléatoire et douteux». Dans un communiqué rendu public à l'issue de sa réunion tenue sous la présidence du secrétaire général du FLN, Djamel Ould Abbès au siège du parti, le bureau politique a annoncé, lundi, sa décision prise à l'unanimité concernant le «retrait de la couverture politique à Saïd Bouhadja qui sera traduit en conseil de discipline conformément aux statuts et au règlement intérieur du FLN». Aussi, le bureau politique du FLN, réuni au siège du parti à Hydra, a décidé de retirer la couverture poli-

LA QUESTION DU JOUR

Un témoin capital : le corps de Jamal Khashoggi

Suite de la page une

Pire encore, ce corps ne serait plus d'un seul tenant, mais en plusieurs morceaux. Si ces fuites sont vraies, il y a des risques pour que le corps découpé ne soit jamais retrouvé. Si un coupable fait disparaître un corps, c'est pour qu'il n'ait pas à répondre du crime. Pas de cadavre en effet, pas de crime, quand bien même il serait fortement soupçonné de l'avoir commis. Dès lors qu'il avoue son acte, à plus forte raison si celui-ci est involontaire, il devient en revanche de son intérêt d'exhiber ce corps, car son bon état est de nature à corroborer ses déclarations. Un corps dont on a respecté l'intégrité est dans ce genre de situation le meilleur des atouts. D'une certaine façon, donc, les Saoudiens ont avoué. A partir de là, il n'y a plus que le corps de Jamal Khashoggi, dans le cas bien sûr où ils l'ont respecté, pour témoigner de leur bonne foi. Pourquoi le laisseraient-ils chercher par les Turcs ? Qui peut-être n'auraient aucun intérêt à ce qu'il réapparaisse en entier, eux qui avaient commencé par dire qu'il avait été mis en morceaux dans le consulat même par un médecin légiste venu exprès pour se charger de la besogne. D'après les fuites turques, on sait que ce légiste au moment de passer à l'action a coiffé un casque pour écouter de la musique, tout en consultant à ses compagnons de faire comme lui. Si le corps est retrouvé et qu'il est entier, sans traces ni de sévices ni de strangulation, la version saoudienne est confortée, prouvée même. S'il est retrouvé mais qu'il n'est pas entier, ce sont les fuites turques qui sont confirmées. S'il n'est pas retrouvé, même conclusion que la précédente, parce que cela voudrait dire qu'il avait été mis un soin particulier à le cacher. Et que donc il n'est pas montrable. Si Khashoggi a été supplicié, comme l'affirment les fuites turques, et que son corps est retrouvé dans l'état correspondant, la version officielle saoudienne se dénoncerait comme incomplète, pour le moins. Il faudrait la remplacer par une deuxième, qui elle devrait être plus conforme à ce que tout le monde sait déjà grâce aux fuites dispensées au compte-gouttes par les Turcs.

M. H.

tique à Saïd Bouhadja et de le traduire devant une commission de discipline du parti. La Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'APN n'aura tenu à peine 24h pour valider «la vacance» du poste de président de l'APN.

Louiza Ait Ramdane

Prix du village le plus propre de Tizi-Ouzou

Azemour Oumeriem ou l'éco-citoyenneté par excellence

■ Fraîchement couronné du Prix «Rabah Aïssat du village le plus propre», Azemour Oumeriem (commune de Tirmatine, 10 km au sud de Tizi-Ouzou) doit sa consécration à son engagement écologique, affirment des membres du comité du village. Celui-ci vit, depuis cette consécration, au rythme des visiteurs venus, pour la plupart, satisfaire une «curiosité».

Par Samah Y.

«**U**ne situation à laquelle nous ne sommes pas préparés, mais sommes heureux d'accueillir tous ces visiteurs et partager notre joie avec eux», confie Madjid Moufredj, membre du comité du village, Tidukla (L'union). Le village, constitué de deux hameaux peuplés de quelque 2 500 âmes abritant le chef-lieu de la commune en bordure du chemin de wilaya n° 228, était à l'origine une dense forêt d'oléastre (olive sauvage), d'où d'ailleurs son nom original, Azemour Oumeriem, devenu Azemour-Oumeriem, suite à une déformation de l'administration coloniale française, selon Moufredj. Pour ce village, l'aventure a commencé à l'occasion de la célébration de Yennayer, jour de l'an amazigh, le 12 janvier 2018, et l'organisation d'une première action de volontariat après le renouvellement des membres du comité du village qui a rassemblé près de 300 personnes «munies de simples équipements rudimentaires mais animées



interlocuteur.

Entre scepticisme et volonté

«La participation au concours du village le plus propre a fait débat entre enthousiasme des uns et scepticisme des autres, et nous avons décidé d'y participer, pas forcément pour être primés mais pour nous stimuler nous-mêmes», souligne Madjid Moufredj. L'idée a beaucoup séduit, notamment les jeunes, et la cadence du travail s'est accélérée avec un système de cotisation mensuelle de 500 DA le mois pour tout salarié et retraité à qui se sont ajoutés d'autres aides et dons. En 28 jours, une cascade longue de 36 mètres, longeant l'artère principale du village et soutenant la cour de la mosquée, qui sert aussi de place du village, a été réalisée par un artisan de Bouzguène, aidé par les jeunes du village qui travaillaient de 6h jusqu'à... 22h. Des anciennes bâtisses, à l'exemple de l'huilerie du village qui date de 1915 et la fontaine publique (Assaridj) et les deux Tajemaat, ont été rénovées et repeintes mais en gardant leur

d'une grande volonté», relève Madjid. «L'adhésion croissante des habitants aux actions de nettoyage et d'implantation de quelque 500 arbres ornementaux nous a encouragé à nous engager davantage dans notre action qui prenait une allure de plus en plus écologique et l'idée de créer un centre de tri et de compostage a fait son chemin» a-t-il poursuivi. Installé avec des moyens de fortune sur un terrain cédé par un habitant à la lisière nord du village, sur une surface

de 120 mètres carrés, le petit «laboratoire» de fortune est devenu le moteur de «l'engagement écologique» du village. Partout, des niches et des bacs à ordures sont installés pour chaque type de déchets, et deux à trois fois par semaine la collecte est transportée au centre où «les déchets combustibles sont compostés sur place et les autres, plastique, verre, carton, aluminium, sont vendus à des récupérateurs et l'argent versé à la caisse du comité du village», assure notre

aspect original qui constitue l'identité du village, son patrimoine. Entre autres innovations, des objets ont été récupérés pour l'embellissement. Et c'est ainsi que des pneus usagés ont servi à fabriquer une digue de soutènement et des escaliers en contrebas de la placette du village. Des palettes utilisées dans le transport de marchandises ont servi de haies tout au long des trottoirs. Après la distinction de leur village, les habitants d'Azemour Oumeriem ont conscience qu'ils doivent maintenir la cadence pour servir d'exemple aux autres villages. Le comité du village ambitionne d'ancrer définitivement la culture environnementale dans les esprits et les mœurs du village. Ses membres réfléchissent déjà aux moyens et actions à mettre en œuvre pour réaliser cet objectif. Et c'est ainsi que cinq minutes d'éducation écologique et environnementale ont été dispensées aux élèves du village. Et, en vertu du règlement du concours qui fait obligation aux villages lauréats d'investir 20% du montant de la subvention allouée à un projet écologique, il est prévu l'organisation d'un festival éco-citoyen au printemps 2019 et l'agrandissement du centre de tri et de compostage en le dotant de plus de moyens. Madjid affirme qu'au-delà de la consécration, cette dynamique a «servi à renforcer le sentiment d'appartenance au village qui, à son tour, nous a fait prendre conscience de la nécessité de s'offrir un meilleur cadre de vie et de prendre soin de notre environnement». Smail Mohamed, un autre membre du comité de village, raconte, à cet égard, que pour les besoins de réflexion et d'extension d'une piste, cette dynamique a permis de résoudre un vieux conflit foncier entre deux voisins qui se traînent devant la justice depuis plus de 20 ans. Les membres du comité ont rendu «un grand hommage» aux femmes du village qui se sont faites «ambassadrices de l'écologie» et se sont aussi portées volontaires dans les actions de nettoyage et d'embellissement.

S. Y./APS

19^e édition du Salon international du tourisme et des voyages

Une occasion pour faire connaître les atouts touristiques des régions du Sud

Les participants à la 19^e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV) qui se tient au Palais des expositions à Alger ont indiqué que cette manifestation constituait une occasion pour faire connaître les atouts de la région du sud et attirer les touristes nationaux et étrangers. Prennent part à cette édition, organisée sous le slogan «l'Algérie Terre de Paix et d'Hospitalité» et qui coïncide avec la saison du tourisme saharien, plusieurs agences de tourisme qui offrent des programmes diversifiés pour faire la promotion des destinations touristiques, particulièrement dans la région du Sud, et ce à des prix étudiés et concurrentiels. Pour Lahcène Adabir, gérant d'une agence de tourisme dans la wilaya de Tamanrasset, le tourisme saharien a «un avenir prometteur» à la faveur du rétablissement de la sécurité et de la stabilité à travers tout le pays, de la facilitation de l'obtention du visa pour les étrangers et de la baisse des prix des billets d'avion suite à la signature de conventions

avec Air Algérie et Tassili Airlines portant réduction de 50% sur le prix du billet d'avion à destination du sud. Pour sa part, Fatma-Zohra Brikski, directrice commerciale de l'agence de voyages et de tourisme «Zaatcha» a fait savoir que son agence organise des voyages diversifiés dans les régions de Taghit et de Biskra dont le prix est fixé selon les capacités financières de chaque client. Kaddour Redouane, conseiller au Club voyages Algérie a indiqué que son club a axé sa participation à ce salon sur le tourisme saharien dont la saison s'étale du mois d'octobre jusqu'au mois d'avril, en diversifiant les programmes touristiques à des prix concurrentiels raisonnables. Pour sa part, le directeur de communication de l'Office nationale de tourisme (ONAT), Adel Gana a mis en avant l'importance de la saison du tourisme saharien, soulignant qu'à cet effet, des programmes et diverses offres ont été proposés concernant plusieurs destinations connues pour leurs monuments touristiques,

naturels, historiques et archéologiques à l'image de Tassili N'ajjer, du Ahaggar, Djanet, Taghit, Beni-Abbes, Timimoune et Ghardaïa. Au volet sécuritaire, le chargé de communication à la direction de la sécurité publique, le Commissaire principal Rabeh Zouaoui a affirmé que la DGSN prenait part à cet évènement pour se rapprocher davantage des professionnels en la matière leur présentant le rôle de cette institution dans la promotion du tourisme ainsi que leurs services chargés de la sécurisation et de l'escorte dans le but d'attirer le maximum de touristes pendant la saison estivale et celle du tourisme saharien. Le tourisme est devenu «une fenêtre économique» d'où la nécessité de «relancer le mouvement touristique basé sur le partenariat, la sécurité et l'investissement dans le capital humain», a estimé M. Zouaoui. Dans ce sillage, le responsable a mis l'accent sur la coordination et le rapprochement de tous les opérateurs afin de faire de l'Algérie une destination privilégiée.

Hassen B.

Algérie-Autriche

Evaluation de la coopération dans le domaine ferroviaire

La coopération entre l'Algérie et l'Autriche dans le domaine ferroviaire a été évaluée lors de la 9^e session du comité mixte algéro-autrichien tenue du 18 au 19 octobre courant à Vienne, a indiqué un communiqué du ministère des Travaux Publics et des Transports. Institué en appli-

cation de l'accord algéro-autrichien relatif à la coopération dans le secteur des chemins de fer, ce comité mixte a été co-présidé par le chef de cabinet au ministère des Travaux Publics et des Transports, du côté algérien, et le secrétaire général du ministère autrichien pour le Transport,

l'Innovation et la Technologie, note le communiqué. La présentation du programme de développement du secteur ferroviaire algérien, contenu dans le programme du président de la République Abdelaziz Bouteflika, et les perspectives de partenariat entre les deux pays

ont également fait l'objet de cette session. Parmi les points identifiés, figure l'industrie ferroviaire qui «constitue un axe important, d'autant plus que les opérateurs autrichiens sont leaders en la matière et détiennent la plus grande partie du marché de fourniture des entreprises fer-

roviaires algériennes», ajoute la même source. Le volet formation a également été abordé par les deux parties pour assurer le transfert du savoir-faire et accompagner les différents investissements en cours de réalisation ou à lancer dans le futur.

R.N.

Conseil d'affaires algéro-britannique

L'excellence des relations bilatérales réaffirmée

■ Le Conseil d'affaires algéro-britannique (ABBC) a organisé à la Chambre des Lords à Londres, son dîner annuel, en présence du représentant de la Première ministre britannique pour le partenariat avec l'Algérie, Lord Risby, du ministre chargé de la région Mena, Alistair Burt, des ambassadeurs des deux pays ainsi que de nombreux patrons de groupes et d'opérateurs économiques, apprend-on vendredi auprès de l'ambassade d'Algérie à Londres.

Par Amel B.

Pour l'ambassadeur d'Algérie, Amar Abba, ce rendez-vous annuel, devenu incontournable, a permis aux différents orateurs de mesurer le long chemin parcouru par les relations algéro-britanniques ces dernières années et de se projeter dans un avenir des plus prometteurs. Pour sa part, Lord Risby, qui s'est présenté en «ami de l'Algérie» a, d'emblée, loué le partenariat «remarquable» qui s'est établi entre l'Algérie et le Royaume-Uni, exprimant sa conviction que les mécanismes et les jalons mis en place «permettront à ce partenariat multiforme de continuer quelles que soient les circonstances». De son côté, le ministre Alistair Burt, s'est dit extrêmement ravi de se joindre aux convives d'ABBC, pour «réitérer l'appui du gouvernement britannique au travail de fond qui se fait au bénéfice des peuples des deux pays» et pour

pérenniser des liens bilatéraux qui remontent à 1580, lorsque le premier consul anglais, John Tipton, avait été en poste à Alger pour inaugurer les premiers rapports commerciaux. M. Burt a également réaffirmé, à cette occasion, l'engagement de son pays à approfondir les liens d'amitié et de coopération avec l'Algérie, rappelant que les deux pays ont lancé, sous l'impulsion de leurs dirigeants au plus haut niveau, «un partenariat stratégique dont l'objectif va au-delà des contingences sécuritaires», ajoute la même source. «Ce partenariat intègre aussi des objectifs économiques et une réflexion commune sur le développement des sociétés», a-t-il ajouté. Pour ce membre du gouvernement britannique, «l'intérêt économique que suscite l'Algérie dans le monde n'est pas étonnant», ajoutant que le pays est «une oasis de stabilité dans une région difficile» et offre des «grandes opportunités». M. Alistair Burt, qui a effectué, au



Ph. > D. R.

cours des dernières années, des visites nombreuses et régulières en Algérie, a rappelé avoir connu le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, depuis de longues années et développé avec lui une relation personnelle «solide», avant d'exprimer sa conviction que la coopération entre les deux pays connaîtra à l'avenir un nouvel essor dans le cadre du redé-

ploiement de son pays après le Brexit. Pour sa part, l'ambassadeur d'Algérie a mis en exergue, devant la communauté d'affaires, les nombreuses opportunités offertes par le marché algérien, en raison de sa taille, 40 millions d'habitants, et de sa proximité avec l'Europe, particulièrement en cette phase cruciale de diversification de l'économie, induite par les exigences de

l'après-pétrole. Pour M. Abba, les succès en Algérie des grandes compagnies comme BP, Petrofac, GSK, Rolls Royce, Unilever, Satellite technology, Clarke Energy, devraient inspirer d'autres compagnies. Intervenant lors de cette rencontre annuelle, le patron du groupe Tell, un fonds d'investissement, Yacine Bouhara, a indiqué qu'«investir en Algérie et fructifier son capital, c'est maintenant». Il a, à ce titre, cité l'effort de l'Etat pour développer les infrastructures de base et l'émergence du secteur privé. Quant à l'ambassadeur du Royaume-Uni à Alger, il s'est dit impressionné par la vitalité de la société algérienne et par le rythme d'évolution de l'économie, rendant hommage aux jeunes Algériens qui «se battent aux côtés du gouvernement contre les extrémismes afin de préserver leur liberté et la stabilité de leur pays». Présente à cette rencontre, la présidente du Conseil d'Affaires algéro-britannique, M^{me} Olga Maitland, qui déploie une grande énergie pour la promotion de la destination Algérie, a exhorté les investisseurs de son pays à «ne pas laisser passer le train dans un pays qui change et évolue à grande vitesse». Amel B./APS

Pour développer des produits innovants

Signature à Djeddah d'un accord entre deux filiales de la BID

La Société islamique internationale de financement du commerce (SIFC) et l'Institut islamique de recherche et de formation (IIRF), deux filiales du groupe de la Banque islamique de développement (BID), ont signé un accord à Djeddah (Arabie saoudite) portant sur l'apport de solutions de financement du commerce ainsi que le renforcement des ressources humaines des institutions financières islamiques, ont rapporté hier des agences de presse. Les deux institutions coopéreront pour mettre au point des produits financiers novateurs dans le domaine du financement du commerce islamique, et produiront des publications communes dans le but de créer des produits de connaissance dans le financement du commerce islamique. Afin de contribuer au développement des ressources humaines, la SIFC et l'IIRF créeront des programmes de certification en ligne sur le financement du commerce islamique qui seront diffusés à l'aide d'instruments d'apprentissage numé-

rique novateurs. Les deux institutions élaboreront également une série d'études de cas afin de documenter des exemples d'innovation et de créativité dans le secteur des services financiers islamiques, et les partageront avec les dirigeants du monde des affaires. Les cas seront également distribués par l'IIRF aux grandes écoles de commerce du monde entier pour une utilisation dans leurs programmes d'éducation et de formation. Lors de la cérémonie de signature du protocole d'entente jeudi dernier à Djeddah (Arabie saoudite) le directeur général de la SIFC, Salem Sonbol, a déclaré: «La SIFC tente de développer et d'innover la finance islamique». «En nous joignant à l'IIRF, nous pourrions mieux servir nos pays membres, par le développement humain, le renforcement des capacités et le développement de produits conformes à la Charia, que nous travaillerons ensemble en utilisant les connaissances et l'expertise technique de l'IIRF dans ce développement». Le directeur général de

l'IIRF, Humayon Dar, a déclaré, pour sa part, que l'IIRF joue un rôle de premier plan dans le développement du capital humain dans les divers aspects de la finance islamique, soulignant que ce protocole d'accord avec la SIFC permettra de développer les ressources humaines au sein de l'IIRF et dans le sous-secteur plus vaste du financement du commerce islamique à l'échelle mondiale. Pour rappel, la SIFC est une institution multilatérale de financement du commerce créée dans l'objectif d'améliorer et de promouvoir le commerce et la coopération commerciale entre les pays membre de la BID. Quant à l'Institut islamique de recherche et de formation (IIRF), elle est chargée de favoriser le développement et le maintien du secteur des services financiers islamique dynamique et complet, qui soutient le développement socio-économique des pays membres et des communautés musulmanes à l'échelle mondiale, précise la même source. S.Y.

Portugal

Hausse de la production automobile

La production automobile portugaise a enregistré une hausse de l'ordre de 87,3% au cours des neuf premiers mois de 2018, en comparaison à la même période de 2017, en passant ainsi à 219 792 unités, a indiqué l'Association automobile du Portugal (ACAP). Ce chiffre confirme «l'importance des exportations

du secteur automobile, puisque 97,1% des véhicules produits au Portugal sont destinés au marché étranger», a précisé l'ACAP dans un communiqué. Jusqu'au mois de septembre, les exportations ont augmenté de 111% en glissement annuel, ce qui témoigne également de la «contribution significative» à la balance com-

merciale portugaise, selon la même source. Au cours du mois de septembre, 30 248 véhicules légers et poids lourds ont été produits au Portugal, en hausse de 101,5% par rapport au même mois de l'année précédente, ajoute le communiqué, notant que la production a fortement augmenté en ce mois, bien au-dessus de la

moyenne annuelle, ce qui a permis de rattraper le retard enregistré le mois précédent. Par type de véhicules, la plus forte croissance a été observée au niveau des voitures particulières (hausse de 122,1% à 23 297 unités), suivies des véhicules utilitaires légers (hausse de 68,3% à 6.547 unités). Néanmoins, la production de

poids lourds a fortement diminué, à l'instar des mois précédents, enregistrant une chute de 36,7% à 404 unités. L'Europe reste le premier marché pour les exportations de véhicules de production nationale (90,2%), suivie du marché asiatique, dominé par la Chine (3,5%), conclut la même source. R.E.

Ouargla

Intérêt croissant des agriculteurs pour la culture de la lentille d'eau

■ Un intérêt croissant pour la culture de la lentille d'eau et de l'azolla est manifesté par les agriculteurs de la wilaya de Ouargla, au regard de ses bienfaits comme aliment pour les poissons d'eau douce et comme engrais vert, selon les responsables de la Chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture (CIWPA, basée à Ouargla).

Par Amel H.

La réussite de l'expérience, menée en mars dernier par la Ferme de démonstration et de production de semences (FDPS) de Hassi-Benabdallah (Est de Ouargla), après avoir obtenu une souche de ce type de fougères aquatiques d'Égypte, a encouragé les agriculteurs de la wilaya de Ouargla et d'autres wilayas à se lancer dans l'activité, a indiqué à l'APS le président de la CIPWA, Faouzi Habita.

L'expérience a été adoptée jusqu'ici par une centaine d'agriculteurs au Sud, ayant bénéficié d'une formation sur les avantages du développement de cette filière et sur les techniques de culture de cette plante aquatique (lentilles de mer et azolla) dans les bassins aquacoles, a-t-il précisé.

Cette plante riche en protéines (près de 40%) a été cultivée dans une large superficie, à travers l'ensemencement de 200 grammes pour chaque mètre carré de bassin aquacole, donnant lieu, en l'espace d'une semaine seulement, à la réalisation d'une production «intéressante» de lentilles d'eau, une plante aquacole flottante qui constitue à la fois un complément dans l'aliment de poisson d'eau douce et un engrais végétal, a expliqué la responsable de la station, Wafa Mouffi.

Cette quantité ensemencée dans les bassins d'élevage de poissons d'eau douce est destinée à doter les aquaculteurs d'Ouargla et d'autres wilayas du Sud de cette plante à la croissance rapide et au rendement élevé, pouvant aussi figurer comme source d'aliment de volailles, a-t-elle fait savoir. L'expérience de la culture de la lentille d'eau menée à Ouargla mérite d'être généralisée, sachant qu'un simple agriculteur peut développer cette activité comme substitut à bas coût des aliments de poissons, facile à entreprendre et ne nécessitant pas de gros moyens, poursuit M^{me} Mouffi.

Une de ces expériences a été menée avec succès par un agriculteur de la région de N'goussa (Nord-ouest d'Ouargla), qui a obtenu, en un laps de temps relativement court, une bonne production de cette plante aquatique ensemencée dans trois bassins.

«Après une période de doute, voici que la lentille d'eau que j'ai expérimenté dans mes bassins s'est mise à se développer rapidement dès que les conditions climatiques se sont améliorées, et aussi grâce aux précieux conseils des instances spécialisées qui m'ont permis d'approfondir mes connaissances et de

réajuster mes méthodes d'intervention», a affirmé l'agriculteur, Abderrazak Bouguettaya.

La FDPS de Hassi-Benabdallah mène actuellement plusieurs autres expériences sur les bienfaits de la lentille d'eau comme aliment de volailles, et devra en lancer une autre en décembre prochain, selon sa responsable.

Cette ferme a pour principale mission la prise en charge des différents programmes de développement agricole initiés par l'Etat ciblant les zones sahariennes, notamment ceux liés aux cultures stratégiques, telles que la phéniculture, la céréaliculture, le maraîchage, l'arboriculture et l'apiculture, a-t-elle fait savoir.

Démarches pour introduire l'activité dans la nomenclature agricole de la wilaya de Ouargla

La Chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture (CIWPA) œuvre pour l'introduction de l'activité d'ensemencement de cette souche de plante aquatique dans la nomenclature agricole de la wilaya de Ouargla, à l'effet de permettre aux jeunes agriculteurs de l'adopter à l'avenir comme complément d'aliment, a affirmé son président, M. Habita.

La démarche s'inscrit dans le sillage des efforts déployés pour l'encouragement de la piscicultu-



re dans les wilayas du Sud et le renforcement de la ressource en poissons afin de satisfaire les besoins de consommation de leur population, en plus d'exploiter les eaux des bassins aquacoles, riches en matières organiques, à des fins d'irrigation agricole, a-t-il expliqué.

L'aquaculture dans la région connaît ces dernières années une dynamique telle qu'elle pourrait la transformer en «pôle

prometteur» dans la production de poissons d'eau douce et contribuer à l'autosuffisance, au développement national et à la sécurité alimentaire, à travers la diversification des sources de production aquacole, sans compter les emplois qu'elle génère, selon le même responsable.

De plus, est-il attendu des efforts des agriculteurs de la région qu'ils contribuent à une

diversification de l'action de développement et une professionnalisation de la filière, notamment à travers la création de coopératives s'intéressant aux volets de production, de promotion et de commercialisation des produits aquacoles et halieutiques dans les wilayas du Sud, ainsi qu'à un accroissement de la consommation de poissons d'eau douce, a-t-il soutenu.

A. H. /APS

Tizi-Ouzou

Signature d'une convention entre l'UMMTO et une unité de montage de tracteurs

Une convention a été signée jeudi entre l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO) et une unité privée algérienne de montage de tracteurs agricoles «Mahindra», axée principalement sur la formation et le recrutement.

Le recteur de l'UMMTO, Ahmed Tessa, a expliqué, lors de la cérémonie qui s'est tenue en présence du Wali Abdelhakim Chater, qu'au titre de cette convention, son université allait assurer des formations au profit du personnel de l'usine Mahindra de Tizi-Ouzou ainsi que son accompagnement par notamment la réalisation d'expertises.

«Beaucoup des cadres de cette entreprise dont des informaticiens et des ingénieurs en génie mécanique, sont des diplômés de l'UMMTO», a-t-il indiqué, poursuivant : «Vous avez notre engagement de vous apporter toute l'aide nécessaire au bon fonctionnement de votre entreprise».

«Nos 60 000 étudiants, 2 200 enseignants et 1 200 chercheurs ont des projets de recherche qui auront un impact certain sur le développement local», a ajouté le recteur.

Cette convention entre dans le cadre des objectifs tracés par Mahindra, qui prévoit la réalisation d'une école de formation professionnelle pour que l'entreprise puisse dispo-

ser d'un personnel qualifié et qui va dispenser des cours de perfectionnement au personnel des utilisateurs des produits de la société, a expliqué au chef de l'exécutif local, le P-DG de cette entité industrielle, Lahlou Azouaou.

«Notre entreprise a la ferme volonté de partager son expérience et ses connaissances dans le domaine industriel, avec l'université Mouloud-Mammeri. Nous souhaitons que cette institution d'enseignement supérieur puisse nous porter assistance dans la mise en place de nouvelles techniques», a-t-il dit.

«Mahindra-Tizi-Ouzou de son côté s'est engagé à recruter les majors de promo de l'université de Tizi-Ouzou, qui forme des ingénieurs en informatique, automatique, électromécanique et autres spécialités. Autant de diplômés qui répondent à la demande de recrutement de cette usine», a indiqué M. Tessa, appelant les étudiants à se consacrer pleinement à leurs études et ambitionner d'être les meilleurs.

«Il y a des opportunités de recrutement à saisir et les études sont le sésame pour la réussite dans la vie professionnelle», a-t-il insisté.

L'usine Mahindra de Tizi-Ouzou, implan-

tée dans la zone industrielle de Oued Aissi et dont le coût de réalisation dépasse les 2,5 milliards de DA, a été créée au titre d'un partenariat entre la société Algérienne Eurl LD Azouaou de prestation de biens et de services dans le domaine du machinisme agricole et le constructeur indien de tracteurs agricoles de marque Mahindra & Mahindra, selon la présentation faite sur place.

Elle est dotée, notamment, d'une chaîne d'assemblage et de montage de tracteurs agricoles d'une capacité de production de 3 000 tracteurs/an, d'une chaîne de fabrication de matériels agricoles d'accompagnement, d'une capacité de production de 2 700 unités/an, ainsi que d'une ligne complète d'usinage pour la fabrication de pièces mécaniques de précision pour moteurs et boîtes à vitesse.

L'usine, qui entrera en exploitation aussitôt «l'autorisation des autorités concernées d'importation de la matière première dérivée», selon son P-DG, prévoit la création de 225 postes d'emplois directs à l'horizon 2018/2019, puis 520 postes de travail directs et 500 indirects à l'horizon 2020, et 700 postes directs et 200 autres indirects à l'horizon 2021/2022.

Hocine A.

Sahara occidental

Plusieurs intervenants dénoncent l'immoralité de l'enrichissement sur le dos du peuple

■ Plusieurs intervenants ont dénoncé vendredi soir, lors d'un colloque à Gonfreville-L'Orcher sur les richesses naturelles du Sahara occidental, l'immoralité de l'enrichissement sur le dos du peuple sahraoui, soulignant que les ressources naturelles du territoire ne doivent pas bénéficier à des tiers.



Par Farid M.

Intervenant à l'ouverture du colloque, ayant pour thème «Souveraineté sur les ressources naturelles et application du droit international au Sahara occidental», le maire de Gonfreville-L'Orcher, Alban Bruneau, a estimé que, depuis les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) «le contexte est favorable», sur le plan du droit, pour dénoncer toute spoliation des ressources naturelles du Sahara occidental. «Je dénonce l'immoralité de l'enrichissement» qui se fait sur le dos du peuple sahraoui, «un peuple qui souffre» et qui ne bénéficie d'aucune richesse de son territoire occupé par le Maroc, a-t-il dit, appelant à démontrer que la question sahraoui ne relève pas seulement du militantisme, mais «les faits sont là pour constater une violation du droit». «La spoliation des richesses du Sahara occidental est une série de violation : du droit, des droits de l'homme, de la Convention de Genève, des arrêts de justice de la CJUE», a-t-il résumé, demandant l'arrêt de cette «injustice». Pour sa part, le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), Saïd Ayachi, a considéré que les arrêts de la CJUE ont été un «séisme» pour le Maroc et les Etats européens qui le soutiennent sur la question du Sahara occidental. «Ces arrêts ont poussé le Maroc dans ses derniers retranchements en tant qu'occupant d'un territoire qui ne lui appartient pas, spoliateur et prédateur des ressources naturelles du peuple sahraoui», a-t-il ajouté, dénonçant les Etats européens qui «violent» le droit international tout en donnant des «leçons sur

la démocratie». De son côté, le président des Relations extérieures du Front Polisario et coordinateur avec l'Onu, Mohamed Khadad, a relevé que depuis six ans les «choses bougent» sur le plan du droit international et le climat général, autour de la question sahraoui, «a considérablement évolué», notamment avec les arrêts de la CJUE pour codifier et protéger les ressources naturelles du Sahara occidental. Pour sa part, le député Jean-Paul Lecoq a annoncé que, dans le cadre des activités du groupe d'études de l'Assemblée nationale française sur le Sahara occidental, l'Envoyé spécial du SG de l'Onu pour le Sahara occidental, Horst Kohler, est invité pour le mois de décembre afin de faire le point aux députés français sur l'évolution du dossier. Organisé par l'Association des amis de la République arabe sahraoui démocratique (AARASD), le colloque, dont les travaux se termineront samedi soir, devra rappeler

avec les «meilleurs» experts, juristes, avocats, universitaires, militants associatifs que l'exercice de la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles est «depuis 43 ans empêchée par l'occupation d'une partie de son territoire la plus grande et la plus riche par le Maroc». Pour la journée de samedi, trois panels sont au programme au cours desquels les participants devront examiner les ressources naturelles au prisme de la recherche universitaire, les ressources naturelles comme enjeu juridique, confrontées aux actions de terrain. Le colloque sera clôturé par l'adoption d'une déclaration finale qui sera proposée à la prochaine rencontre de l'EUCOCO qui se tiendra au mois de novembre à Madrid.

Six plaintes contre des groupes français accusés de «crime de colonisation»

Le Front Polisario a annoncé

vendredi soir à Gonfreville-L'Orcher, près du Havre, qu'il a déposé jeudi six plaintes contre des groupes français pour «crime de colonisation» pour avoir implanté leurs filiales dans le territoire du Sahara occidental, occupé par le Maroc. L'annonce a été faite par Mohamed Khadad, président des Relations extérieures du Front Polisario et coordinateur avec l'Onu, à l'ouverture du colloque international ayant pour thème «Souveraineté sur les ressources naturelles et application du droit international au Sahara occidental», organisé par l'Association des amis de la République arabe sahraoui démocratique (AARASD) et dont les travaux dureront deux jours.

Les plaintes concernent trois banques (BNP Paribas, Société générale et Crédit agricole), le groupe Axa Assurances, la compagnie aérienne Transavia et le groupe UCPA, organisateur de séjours sportifs. Elles ont été déposées au niveau du procu-

reur de la République près le Tribunal de Grande instance de Paris pour «crime de colonisation» et «transfert de population dans une zone occupée».

Le 18 septembre dernier, rappelle-t-on, une première plainte a été déposée auprès du même tribunal, contre l'entreprise française Chancerelle, qui exploite la marque de conserve Connettable, pour activité «illégal» dans le territoire sahraoui, donc en violation des droits du peuple du Sahara occidental.

La conserverie Connettable, implantée en France dans le Finistère, affirme vendre également des sardines issues du Maroc, ce qui représente plus de la moitié de son activité et de son personnel. Or, ces sardines sont en réalité pêchées «illégalement» dans les eaux sahraouies.

En octobre 2017, le Front Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui, avait assigné la compagnie low cost Transavia, filiale d'Air France, à comparaître devant le tribunal de Créteil pour annuler son vol liant Paris à Dakhla, une ville sahraoui occupée par le Maroc. L'avocat du Front Polisario, Gilles Devers, avait expliqué à l'APS que la compagnie française est «obligée de répondre à notre demande et donner des explications sur l'exploitation de cette ligne aérienne», alors que l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) interdit cette transaction commerciale sans l'aval du peuple sahraoui. Ces activités économiques et exploitation des ressources naturelles sahraouies se font, selon le Front Polisario, en violation «flagrante» des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) de 2016 et 2018, aux termes desquels le Maroc et le Sahara occidental sont considérés deux territoires distincts et séparés.

F. M./APS

La Libye

Le pays s'oppose à l'accueil de centres de débarquement de migrants

La Libye reste opposée au projet européen d'accueillir sur son territoire des «plateformes de débarquement» de migrants afin d'éviter qu'ils n'arrivent directement dans l'UE, a déclaré le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamad al-Taher Siala, dans un entretien publié en Autriche par le quotidien «Die Presse». M. Siala, qui effectuait une visite officielle à Vienne cette semaine, a expliqué au journal qu'environ 30 000 migrants illégaux se trouvent actuellement en détention en Libye et «environ 750 000» se trouveraient sur le reste du territoire libyen. Le ministre affirme que la Libye collabore avec l'UE pour renvoyer ces migrants dans leur pays d'origine. «Malheureusement, certains pays refusent de les reprendre», a-t-il poursuivi, mentionnant les pays d'Afrique de

l'Ouest. Lors d'un sommet fin juin, les dirigeants européens avaient décidé de réfléchir à des «plateformes de débarquement» des migrants sauvés en Méditerranée afin de mieux maîtriser le flux migratoire à destination de l'UE. Plongée dans le chaos depuis la chute de l'ancien régime de Muammar El Gueddafi en 2011, la Libye est devenue un des principaux pays de transit pour les migrants subsahariens tentant de rejoindre l'Europe à partir de ses côtes. Des organisations internationales, dont le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies, critiquent régulièrement les conditions dans lesquelles se trouvent les migrants en Libye. «Nous faisons de notre mieux, mais nous avons des problèmes financiers», a expliqué le ministre à propos de la situation dans les

centres de détention. Afin d'endiguer le flux des arrivées en Libye, M. Siala a expliqué que son pays a conclu des accords avec le Tchad, le Niger et le Soudan pour renforcer la protection de sa frontière sud. Interrogé sur ce que l'UE pourrait faire pour aider à protéger cette frontière, M. Siala a suggéré l'envoi d'une «aide logistique: des véhicules tout-terrain, des drones, des hélicoptères et peut-être quelques armes légères». Une conférence sur la Libye, visant à progresser vers une stabilisation du pays, se tiendra les 12 et 13 novembre à Palerme en Sicile. Le chef de la diplomatie libyenne a estimé «ne pas penser» que cette rencontre puisse constituer «un tournant» pour son pays.

Sara H./R.M.



Elections législatives

Afghanistan vote dans le chaos, au moins 9 morts

■ Les élections législatives en Afghanistan se tenaient dans le chaos hier, entachées par plusieurs attaques des talibans qui ont fait au moins 9 morts, et par de lourds problèmes logistiques.

Par Rima C.

La crainte de violences était vive pour cette journée, les talibans et le groupe Etat islamique ayant ouvertement menacé la population d'attentats dans les bureaux de vote. Selon différents responsables, les multiples attaques à la roquette ou avec des engins explosifs ont fait au moins 9 morts et 123 blessés. Selon le D^r Muhibullah Zeer, porte-parole adjoint du ministère de la Santé, au moins 4 personnes ont été tuées et 78 autres blessées dans la seule capitale Kaboul suite à des incidents à proximité de bureaux de vote. D'autres incidents ont été rapportés dans le pays, dont certains mortels, mais ni le ministère de l'Intérieur ni celui de la Santé ne les ont confirmés. L'hôpital de

Kunduz (nord) a rapporté avoir reçu 39 blessés et 3 morts. Un bureau de vote local a été attaqué par les talibans qui ont tué un assesseur et brûlé les urnes, a indiqué à l'AFP Mohammad Rasoul Omar, responsable provincial de la Commission électorale indépendante (CEI) qui organise le vote. Dans la province de Nangarhar (est), deux personnes ont été tuées et au moins huit explosions ont été signalées selon un porte-parole provincial, Atallah Khogyan. Le porte-parole des talibans Zabihullah Mujahid, qui dans la matinée avait sommé une nouvelle fois les citoyens de «s'abstenir de participer à ce processus théâtral afin de protéger leurs propres vies», a indiqué dans un nouveau message à la presse que «318 attaques (avaient) été menées

contre ces fausses élections», tuant plusieurs «soldats». Le communiqué ne mentionne pas de pertes civiles. Des centaines de personnes ont déjà été tuées ou blessées lors d'attentats en lien avec le scrutin ces derniers mois. Et au moins 10 candidats ont été abattus, la plupart dans des attaques ciblées. La participation au scrutin, sur laquelle pesait un gros point d'interrogation, a cependant été qualifiée d'importante dans les centres urbains», selon l'ONG pour la transparence des élections en Afghanistan (ETWOA).

Le président afghan Ashraf Ghani avait auparavant souhaité montrer l'exemple en votant dès l'ouverture du scrutin dans une école de la capitale Kaboul et appelé ses compatriotes à «sortir et voter». Semblant répondre à son appel, les électeurs ont formé de longues files d'attente dans la capitale et ailleurs. Mais leur attente s'expliquait aussi par de nombreux dysfonctionnements. Certains centres de vote n'ont pu ouvrir faute d'assesseurs, d'absence des listes électorales ou de mauvais fonctionnement des terminaux de reconnaissance biométrique mis en place à la dernière minute et utilisés pour la première fois. Des candidats et des électeurs ont fait part de leur exaspération. «Nos noms ne figurent pas sur les listes alors que nos cartes électorales prouvent bien que nous nous sommes inscrits», a pesté Payeza Mohammadi, 22 ans, devant un centre électoral dans la province d'Herat (ouest).



«C'est un vrai bazar, je suis très déçu». «J'ai voté dans la plupart des autres élections mais aucune n'a été aussi chaotique que celle-là», a tweeté Tabish Forugh, électeur à Kaboul. «Des gens rentrent chez eux car ils n'ont pas pu voter», dit un autre électeur à Kaboul, Jumakhan Rahyab?. La CEI a présenté ses excuses et a prolongé l'ouverture de centres de vote jusqu'à 20h00 et annoncé que 360 autres seraient ouverts dimanche, lequel a été déclaré jour férié. Les électeurs se plaignaient surtout du danger à patienter dans la rue face au risque d'attentats. «Je suis venu voter en risquant ma vie. Je suis inquiet pour ma sécurité», dit Asadullah, 22 ans, faisant la queue devant un centre de vote de Mazar-i-Sharif (nord). «Mais nous devons défier les talibans et sortir en grand nombre et voter, car c'est un jour historique pour nous», estime-t-il. «Malgré les risques, je me devais d'être ici. Nous devons voter pour voir de nouveaux visages dans ce

Parlement et chasser les anciens députés qui sont corrompus», renchérit Mustafa, un électeur de 42 ans, à Kaboul. Plus de 5 000 bureaux de votes ont ouvert dans les zones du pays sous contrôle du gouvernement. Pour des raisons de sécurité, sur d'autres parties du territoire contrôlées par les talibans, 2 000 centres de vote sont restés fermés. Quelque 54 000 membres des forces de sécurité avaient été mobilisés pour assurer la protection aux 8,9 millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales. Plus de 2 500 candidats sont en lice pour les 249 sièges à la chambre basse du parlement. Ce scrutin législatif est considéré comme un test crucial en vue de l'élection présidentielle de l'année prochaine et une étape importante avant une réunion de l'ONU en novembre à Genève où l'Afghanistan devra démontrer les progrès effectués en matière de «processus démocratique».

R. C.



Points chauds

Intimidations

Par Fouzia Mahmoudi

Le feuilleton français des perquisitions judiciaires visant Jean-Luc Mélenchon et son mouvement La France insoumise n'en finit décidément plus et semble destiné à se prolonger encore dans les jours qui viennent. Et si le président du parti de gauche radical a dénoncé avec véhémence le traitement dont il est serait «victime», de nombreuses voix se sont élevées pour critiquer son attitude «anti-républicaine» et «anti-démocratique». Car s'il n'avait pas manqué de critiquer avec virulence François Fillon et Marine Le Pen lors de leurs déboires judiciaires pour leur attitude hautaine face à la justice, Mélenchon une fois touché personnellement a semble-t-il oublié toutes ses leçons de civisme et a remis en cause violemment l'enquête qui le vise, criant immédiatement au complot. Il a demandé «l'annulation des perquisitions» menées notamment au siège de La France insoumise, mardi, et «la restitution de tout ce qui a été prélevé», lors d'une conférence de presse au siège de LFI. Dénonçant une nouvelle fois une «offensive politique» de la «macronie», le dirigeant des Insoumis s'est insurgé contre la saisie de matériel informatique, d'agendas, de correspondances privées et politiques ainsi que des «photos personnelles les plus intimes», «sans qu'aucun d'entre nous ne sache quel usage il va être fait de tout ça et pourquoi». «Nous demandons l'annulation de cette perquisition et la restitution de tout ce qui a été prélevé. Tout ce qui a été pris ici l'a été illégalement et doit nous être restitué», a insisté Jean-Luc Mélenchon, au lendemain de son audition par les policiers anticorruption de l'Oclicif à Nanterre, qui enquêtaient sur sa campagne présidentielle et sur les assistants d'eurodéputés de son parti. Le leader de LFI n'a pas fait état d'une démarche engagée sur le plan judiciaire. Après Jean-Luc Mélenchon, c'était vendredi au tour de sa conseillère en communication Sophia Chikirou d'être entendue, un «bouc émissaire», a tempêté le leader des Insoumis. Les perquisitions des sièges de LFI et du Parti de gauche ainsi que des domiciles de Jean-Luc Mélenchon et d'anciens assistants se sont déroulées dans une ambiance très tendue, ce qui a donné lieu à des accrochages avec la police. Après ces incidents, le parquet de Paris a ouvert une enquête pour «menaces ou actes d'intimidation contre l'autorité judiciaire» et «violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique». Vendredi, Jean-Luc Mélenchon s'est une nouvelle fois insurgé de cette «offensive politique» à son encontre par «toute la macronie qui a trouvé ses relais en instrumentalisant la police, la justice et les médias». Le responsable a dénoncé «quatre jours de bashing ininterrompu» ainsi qu'une «agression pour essayer de faire trébucher peut-être même tomber La France insoumise». Mais, a-t-il ajouté, «si c'était ça le but de la manœuvre, c'est un échec total», hormis «ici et là des esprits faibles» qui «auront peut-être été impressionnés». «La macronie est entrée en agonie et nous fait payer à nous cette agonie», a-t-il estimé. Reste à savoir si les sympathisants de Mélenchon, qui avait lui-même ricané lors des mêmes procédures qui ont visé François Fillon et de Marine Le Pen, apprécieront l'attitude de leur leader qui refuse l'autorité de la justice et qui n'a cessé de répéter durant les perquisitions «La République c'est moi», tel l'«État c'est moi» du roi Louis XIV.

F. M.

Corée du Sud

Washington annule un nouvel exercice militaire

Le ministre américain de la Défense Jim Mattis et son homologue sud-coréen Jeong Kyeong-doo ont décidé d'annuler l'exercice militaire «Vigilant Ace» prévu en décembre, un geste envers Pyongyang visant à faciliter les négociations sur le programme nucléaire nord-coréen. Les deux ministres veulent ainsi «donner au processus diplomatique» avec Pyongyang «toutes les chances de se poursuivre», a annoncé vendredi Dana White, porte-parole du Pentagone, dans un communiqué publié à Washington. M. Mattis a eu une rencontre trilatérale vendredi à Singapour avec M. Jeong et le ministre japonais de la Défense Takeshi Iyawa, en marge d'une conférence internationale. Cette décision s'inscrit dans les préparatifs d'un deuxième sommet entre Donald Trump et Kim Jong Un après le premier, historique, du 12 juin à Singapour. Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a dit vendredi que ce nouveau tête-à-tête aurait lieu «dans un futur très proche». Il devrait, a-t-il précisé, être précédé d'ici une dizaine de jours par une réunion à Washington entre

lui-même et un de ses homologues nord-coréens, «afin que lors de leur sommet, les deux dirigeants puissent vraiment faire un autre grand pas vers la dénucléarisation». Mike Pompeo s'était rendu il y a deux semaines à Pyongyang pour relancer des pourparlers qui patinaient sur ce dossier. «Il y a encore pas mal de travail à faire», mais «nous pouvons maintenant voir un chemin pour atteindre l'objectif final, qui est la dénucléarisation vérifiée de la Corée du Nord», avait-il alors commenté. Après les manœuvres Ulchi Freedom Guardian, qui ont lieu chaque année début septembre, et deux exercices navals américano-sud-coréens, l'exercice militaire Vigilant Ace est le quatrième à être annulé en Corée du Sud depuis le sommet Trump-Kim en juin. Le Pentagone ajoute que «les deux ministres sont déterminés à modifier les manœuvres militaires pour s'assurer de la bonne préparation des forces» des deux pays, une formulation qui laisse entendre que des exercices différents et plus réduits pourraient quand même avoir lieu. «Ils se sont engagés à coordonner

à se coordonner étroitement», a poursuivi M^r White, précisant que le Japonais Iyawa a été «consulté» avant cette décision. La Corée du Nord réclame depuis longtemps la fin de ces exercices qu'elle considère comme la répétition de l'invasion générale de son territoire. Pyongyang a souvent réagi en menant ses propres opérations militaires. Vigilant Ace est un exercice aérien qui a lieu tous les ans début décembre en Corée du Sud pour améliorer la coordination entre les deux armées alliées et renforcer la préparation des troupes à une éventuelle invasion nord-coréenne. L'an dernier, 230 avions et quelque 12 000 soldats américains et sud-coréens y avaient participé. En août, M. Mattis avait annoncé la fin de la suspension des exercices militaires alliés sur la péninsule coréenne, décidée comme un «geste de bonne volonté» après le sommet de Singapour. Il s'était gardé d'annoncer une date précise pour la reprise des manœuvres militaires. «Nous allons voir comment les négociations se passent et nous verrons», avait-il dit.



À l'occasion de ses 40 ans de carrière

Un vibrant hommage rendu à Ouazib Mohand Améziane

■ Un hommage appuyé a été rendu, vendredi à Alger, au chanteur algérien d'expression kabyle, Ouazib Mohand Améziane, à l'occasion de ses 40 ans de carrière, par l'Office national des droits d'auteurs et droits voisins (Onda), devant un public nombreux.

Par Abia Selles

Un public de fans venus essentiellement de Kabylie, était présent à l'Auditorium du Palais de la culture Moufdi-Zakaria, pour assister à l'hommage, empreint d'émotion, rendu par l'Onda au «*fiils du pays*», le chanteur Ouazib Mohand Améziane. Soutenu par un orchestre dirigé par Ahcène Nath Zaïm, composé de sept musiciens et une chorale d'autant de voix, dont quatre féminines, l'artiste, pris d'émotion, a fait une entrée triomphale devant un public debout. L'hommage a débuté par la remise du disque d'or et du trophée honorifique, des mains du directeur général de l'Onda, El Hocine Samy Bencheikh, et du secrétaire général du ministère de la Culture, Smaïl Oulebsir, respectivement, sous les applaudissements prolongés et les youyous nourris du public.

Brandissant son disque d'or, l'artiste, gagné par l'émotion, a

tenu à le dédier à son «*cher public*» qui l'a soutenu, a-t-il dit, «*durant 47 ans de vie artistique*», avant de permettre à plusieurs de ses amis, artistes et anonymes, de lui témoigner leur respect et leur affection, le parolier poète Boudjemaâ Rabah et le chanteur Ferhat Medrouh, notamment.

Alternant son passage, dans une ambiance festive, avec quatre voix parmi sa chorale, passées à tour de rôle pour interpréter d'autres chansons du patrimoine kabyle, Ouazib Mohand Améziane a entonné plusieurs de ses chansons, révélant au public la sortie d'un double album qui contient 16 nouvelles chansons.

Donnant le ton à la cérémonie, la jeune Kenza a entonné avec une voix cristalline, «*Oufigh doro dhil kaâ*» (j'ai trouvé un sou par terre), un achwiq du grand Idir, suivie par Tinhinane, une autre choriste à la voix suave, qui a enchanté le public avec deux titres célèbres, «*Oh aya zerzour*» et «*Thilawine*», des regrettés, Na

Cherifa et Chérif Kheddoum, respectivement. Jouant de sa mandole frappée d'une étoile au centre de la caisse de résonnance, le chanteur mis à l'honneur, en posture debout, a ensuite enchaîné une dizaine de ses titres, dont «*A Thamurthiw*» (Mon pays), «*Al aâsлама su horri*» (bienvenue au pur), «*Math'vghidh adhak'neggal*» (si tu veux que l'on te jure), chantée sur une musique de la regrettée Hnifa et «*JSK, aslem fellouen*» (JSK, nous te saluons).

«*Idurar an leqvayel*» de la regrettée Noura, figure parmi les chansons également rendues par la voix étoffée de Lifa Hennad, suivie par Malik Bachi, deux autres choristes qui sont intervenus lors d'un entracte accordé à Ouazib Mohand Améziane, avant de revenir et reprendre le micro pour interpréter d'autres chansons, dans des atmosphères conviviales.

D'une famille révolutionnaire, Ouazib Mohand Améziane est né au maquis, en 1958 à Bounaâmane dans la daïra



d'Iwadhien (les Ouadias- Tizi Ouzou), découvrant la vie, selon un des témoignages, «*dans les bras du martyr et héros de la révolution, le colonel Amirouche Ait Hamouda*» (1926-1959), auquel il aurait été remis après sa naissance.

En 1976 il sort ses deux premiers titres et écrit quelques chansons au groupe «*Les Abranis*», pour signer quatre ans plus tard «*Ayidurar*» (O montagnes), une chanson qui fera

son succès, dans laquelle il chante les montagnes de l'est algérien où il venait d'accomplir son devoir au service militaire.

A.S.

AGEND'ART

Centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger

Jusqu'au 25 octobre :

Exposition d'arts plastiques avec l'artiste peintre plasticien Abderrahmane Bekhti.

Galerie Seen Art

Jusqu'au 3 novembre :

Exposition collective intitulée «*Versions Originales*» avec les artistes Yasser Ameur (L'homme jaune), Leïla

Boutammine, Amar Briki, Faiza Maghni, Adlane Samet, Mayalnes

Touam et Hocine Zaourar. Galerie d'art Dar-EL-Kenz (Lot Bouchaoui 2, n°325, Chéraga, Alger)

Du 27 octobre au 7 novembre

18^e Salon d'automne du petit format, avec la participation de 24 artistes dont Bettina Heinen

Ayech, Catherine Rossi, Shahriar Pirrozram, Samia Skenazen, Moussa Bourdine, H'ssissen, Mohamed Massen et Rachid Talbi. Vernissage le

samedi 27 octobre, à partir de 15h.

Théâtre national Algérien Mahieddine-Bachtarzi (Alger)

Samedi 20 octobre à 14h : Présentation de Pièce Zokwezo (Suisse), de Julien Mabilia

Bissila, librement inspirée du film Une journée particulière, d'Ettore Scola. Création : compagnie Apsara.

Galerie d'Arts Mohammed-Racim (7, Avenue Pasteur, Alger-Centre)

Jusqu'au 3 novembre :

Exposition de peinture de Djahida Houadef, sous le thème «*Passage rituelique*».

Institut Français de Constantine **Samedi 20 octobre à 14h :** Café littéraire et culturel Média-Plus avec Lynda chouiten,

auteure du Roman des Pôv/Chveux (Editions El Kalima), finaliste du prix Mohammed-Dib 2018.

Prévu pour le 25 octobre

Arlequin présenté sur la scène de l'Opéra d'Alger

Arlequin fera son grand retour sur les scènes algéroises dans «*Arlequin, serviteur de deux maîtres*», la célèbre pièce de Carlo Goldoni, le jeudi 25 octobre à Alger.

Écrite en 1745, la pièce théâtrale de l'âge d'or italien n'a pas pris une ride et traversera la Méditerranée pour une représentation assurée par le Piccolo Teatro de Milan, qui compte la pièce de Goldoni parmi ses réali-

sations depuis 1947. Une grande compagnie pour une grande œuvre ; Arlequin est devenu avec le temps la marque de fabrique de la troupe milanaise. Une chance inouïe de redécouvrir le genre, ou de s'y émerger pour la première fois, la pièce étant en constante évolution et Arlequin portant un masque de plus en plus inscrit dans l'air du temps.

C'est à l'Opéra d'Alger que la représenta-

tion aura lieu, fruit d'une collaboration entre l'institution et le ministère de la culture, mais aussi l'Institut culturel italien, dans le cadre de la Semaine de la langue italienne dans le monde. Rappelons que l'événement ouvrira ses portes à l'Opéra d'Alger le 25 octobre 2018 à partir de 18h. Tickets en prévente à l'Institut culturel italien ou à l'Opéra d'Alger.

L.B.

«Pupitre»

Une école de théâtre et d'écriture créative s'ouvre à Alger

Un nouvel établissement offrant des ateliers de théâtre et d'écriture créative a annoncé son ouverture prochaine à Alger-Centre. Nommée «*Le Pupitre*», cette nouvelle école de théâtre propose d'accueillir aussi bien les jeunes désireux de se lancer dans le théâtre ou dans l'écriture que les plus jeunes encore (9-11 ans).

Les ados, les adultes et les

seniors ne seront pas en reste chez «*Le Pupitre*» puisque des cycles dédiés (Fantasy, Science-fiction) à eux seront programmés, du coté des ateliers d'écriture.

Ces derniers aborderont le processus d'écriture d'un récit et ce, à travers «*l'articulation d'idées, sentiments et souvenirs pour en tirer une histoire*», «*la création d'un univers narratif, de*

personnages et d'intrigues» ainsi que la «*maîtrise du langage*».

Concernant les cours de théâtre, ils s'adressent aux comédiens débutants ou confirmés dont l'âge est égal ou dépasse 16 ans. Ils auront à apprendre «*la maîtrise de la respiration et de la voix*», «*le perfectionnement de la diction*» sans oublier «*l'expression corporelle et le jeu d'acteur*».

Rappelons que «*Le Pupitre*» ouvre ses portes lors d'une inauguration officielle le jeudi 25 octobre au 25 Bd Zighoud Youcef (Alger-Centre). Les inscriptions sont possibles à partir de ce dimanche 21 octobre au siège de l'école.

R.C.

Prix Lumière 2018

Jane Fonda récompensée à Lyon

Le Prix Lumière 2018 a été attribué vendredi soir à l'actrice et productrice américaine Jane Fonda, «*pure rebelle*» dans la vie comme à l'écran et fil rouge de la 10^e édition du Festival Lumière de Lyon (centre de la France).

Agée de 80 ans, Jane Fonda, est la deuxième femme à recevoir ce prix qui récompense une personnalité du 7^e art après Catherine Deneuve en 2016. C'est le réalisateur franco-grec Constantin Costa Gavras qui

lui a remis le trophée, qu'avait reçu l'an dernier le cinéaste chinois Wong Kar-wai. Pour cette 10^e édition, qui a débuté samedi, une large place a été dédiée à la filmographie de la star francophile, des «*Félins*» de René Clément (1964) à «*Stanley et Iris*» de l'Américain Martin Ritt (1990) en passant par «*Barbarella*» de son ex-mari Roger Vadim (1968). Au programme également, le documentaire américain «*Jane Fonda en cinq actes*», qui retrace la carrière de la fille de

l'acteur Henri Fonda, et son militantisme contre la guerre au Vietnam mais aussi pour la cause féministe ou les droits civiques dans son pays. Plus tôt vendredi, lors d'une masterclass dans un illustre théâtre lyonnais, l'actrice aux deux Oscars (pour «*Klute*» en 1972 et «*le Retour*» en 1979, ndlr) est revenue longuement sur cet épisode de sa vie, parmi d'autres, assurant qu'«*elle était devenue meilleure actrice à cause de (s)on activisme*».

R.I.



Coupe de la Confédération 2019
L'USMBA s'est engagé

L'USM BEL-ABBES s'est finalement engagée jeudi en Coupe de la Confédération de football (CAF), soit le dernier jour des délais impartis par l'instance footballistique africaine de football, a-t-on appris vendredi du club de Ligue 1 «Mobilis». L'USMBA, qui traverse une crise multidimensionnelle, a évité ainsi un forfait qui se profilait à l'horizon, au moment où la direction du club est confrontée à d'énormes problèmes financiers et son effectif est toujours sans entraîneur en chef. Les gars de la «Mekerra» participeront à la Coupe de la Confédération pour la deuxième fois de l'histoire du club grâce à leur trophée de Coupe d'Algérie remporté en mai dernier. Cette participation africaine intervient au moment où le président Abdelghani El Hennani brande la menace de jeter l'éponge, indique-t-on encore. Ce responsable, qui a succédé à Okacha Hasnaoui il y a quelques semaines, n'a pas apprécié la pression exercée sur lui par les supporters après avoir

échoué à engager l'entraîneur Cherif El Ouezzani dont le retour au club est vivement réclamé par la galerie locale, informe-t-on. Cherif El Ouezzani, qui a mené les Vert et Rouge à triompher en Coupe d'Algérie, a exigé, au cours de ses négociations pour succéder au suisse tunisien, Moez Bouakaz, d'obtenir les arriérés de ses salaires au titre de la saison passée, une revendication qu'El Hennani s'est dit incapable de satisfaire pour le moment, précise-t-on de même source. Le président de l'USMBA devait même vendre ses actions estimées à près de 5 millions DA à l'ex-directeur général du club, Kaddour Benayad, dans la journée de jeudi, mais l'opération est tombée dans l'eau, selon ce dernier. La formation phare de Sidi Bel-Abbès, qui occupe la 15^e et avant-dernière place au classement du championnat avec seulement six points, accueille vendredi l'USM Alger dans un match en retard.

EN Dames de football
Bouhani blessée

L'ATTAQUANT vedette de l'équipe nationale de football (dames) Naima Bouhani s'est blessée jeudi au niveau de la cheville, lors du match amical disputé en déplacement face au Maroc (défaite 3-1) au stade municipal de Kenitra, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2018 au Ghana (17 novembre - 1^{er} décembre), a annoncé la fédération algérienne (FAF) jeudi soir sur son site officiel. «Au-delà de ce test plein de renseignements pour la sélectionneuse nationale, Radia Fertoul, c'est la blessure de l'attaquant vedette de l'équipe Bouhani Naima qui a inquiété toute l'équipe. Sur une action anodine l'internationale algérienne a contracté une blessure qui a nécessité son transport en urgence à l'hôpital», a indiqué la FAF dans un communiqué. «En

présence du docteur Damardji, la joueuse algérienne s'est vue mettre un plâtre en attendant son retour à Alger pour explorer et définir la gravité de la blessure. Bouhani est soumise à un repos total. Elle sera de retour avec l'ensemble de la délégation algérienne dans trois jours», explique la même source. Les sélections algérienne et marocaine disputeront un second match amical lundi prochain. Les Algériennes s'étaient qualifiées pour la CAN 2018 en dominant l'Ethiopie en aller et retour (3-1, 3-2). Les huit équipes qualifiées pour la CAN féminine sont : le Ghana (pays hôte), l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Cameroun, le Kenya, le Mali, le Nigeria et la Zambie. Les trois premiers à l'issue du tournoi se qualifieront pour la Coupe du Monde 2019 en France.

Ligue 1 Mobilis (11^e journée)
Le CRB ne veut pas mourir, la JSS accrochée

■ Le CR Belouizdad a remporté le derby face au voisin et rival, le NA Hussein-Dey, sur le score de (2/0). Le Chabab a su donc prendre ce match à son compte, ce qui lui permet de garder l'espoir d'assurer le maintien, même si le chemin sera encore très long.

Par Mahfoud M.

Les Belouizdadis avaient ouvert le score à la 33^e par Djerrar après une erreur monumentale du défenseur, Khat. Les Nahdistes n'ont pas pu répliquer, sachant que leur domination a été stérile et que leurs longues balles n'ont rien apporté de nouveau. Les poulains de Lotfi Amrouche ont assommé leurs voisins nahdistes à la 86^e avec le penalty concédé par le défenseur, Allati et qui sera botté par Chettal. Les Belouizdadis ont montré qu'ils ont encore du soufflet et amorcent leur campagne pour tenter de se maintenir en Ligue 1 même si cela ne sera pas facile, avec seulement six points dans son escarcelle. De son côté, le NAHD continue de décevoir ses supporters avec deux défaites consécutives dans les derbys algérois après la débâcle face au MCA. De son côté, la JS Saoura a été tenu en échec à domicile par le Paradou AC sur le score de (2/2). Boualouidet (43), Djali (86) ont marqué pour la JSS, alors que Bouabta (55^e), Zorgane (82^e) ont inscrits les buts du PAC. Les Sudistes traversent une étape difficile, alors que les algériens du PAC ont réussi à reprendre du poil de la bête après trois défaites consécutives qui avaient fait du mal à l'équipe qui a régressé après un début



Les Belouizdadis reviennent de loin

prometteur. Enfin, le match qui a mit aux prises, le MC Oran au leader, la JS Kabylie s'est soldé sur un nul vierge, ce qui a permis aux Canaris de rester leader. L'USM Alger a joué un match en retard face à l'USMBA et qui s'est achevé sur le score de parité, deux partout, et les Rouge et

Noir gardent donc leur position de leader en compagnie de la JSK.

M. M.

| Les résultats : | |
|-----------------|-----|
| NAHD - CRB | 0-2 |
| MCO - JSK | 0-0 |
| JSS - PAC | 2-2 |

Ligue 2 Mobilis (11^e journée)
L'ASO garde sa position, le MCEE nouveau dauphin

Le MC El Eulma a réussi une des meilleures opérations de la 11^e journée de Ligue 2 Mobilis de football, en s'emparant provisoirement de la deuxième place au classement général, avec 19 points, après sa victoire contre l'Amel Boussaâda (1-0), au moment où le leader, l'ASO Chlef, s'est contenté d'un nul vierge chez l'avant-dernier, l'USM El Harrach. C'est l'attaquant Yacine Guenina qui a offert cette précieuse victoire au MCEE, grâce à laquelle il revient à une longueur du leader chélifien, qui cependant compte un match en moins, puisque son match en déplacement chez la JSM Skikda pour le compte de la 10^e journée, avait été reporté à une date ultérieure, en raison de la présence de plus de trois joueurs chélifiens en équipe nationale des moins de 21 ans. Toujours est-il que l'ASO a raté une très bonne occasion de

prendre le large, et dès cette 11^e journée, s'il avait réussi à mieux vendanger des malheurs du club Harrachi, actuel avant-dernier au classement général, et qui ne compte aucune victoire depuis l'entame de la saison, tout comme les autres mal classés d'ailleurs, en l'occurrence, le RC Kouba et l'USM Blida. Ces derniers, à l'instar de l'USMH, continuent à broyer du noir, puisque le RCK s'est incliné (2-0) chez le RC Rlitzane, pour le compte de cette 11^e journée, alors que l'USMB s'est faite battre, par le même score chez la JSM Skikda. Les buts du RCR ont été inscrits par Zidane (71^e) et Chadli (78^e), alors que les Skikdis l'ont emporté grâce aux réalisations de Messaoudène (18^e) et Youcef-Khodja (31^e). Des victoires importantes, car si elles enfoncent un peu plus le Raed et l'USMB dans les abysses du classement, elles procurent une grosse bouffée d'oxygène aux

vainqueurs, puisque la JSMS grimpe provisoirement à la 12^e place, avec 12 unités, au moment où le RCR se positionne dans une place encore plus confortable dans le haut du tableau. Il est désormais 5^e, avec 15 unités, ex-aequo avec l'ES Mostaganem et l'USM Annaba. Ces derniers comptent cependant un match en moins, puisque leurs matchs de la 11^e journée sont programmés samedi. L'ESM accueillera l'US Biskra dans son stade OPOW, alors que l'USMAN se déplacera chez le WA Tlemcen. Les deux autres matchs prévus en clôture de cette 11^e journée sont NC Magra - ASM Oran et MC Saïda - JSM Béjaïa.

| Résultats partiels : | |
|----------------------|-----|
| USMH- ASO | 0-0 |
| JSMS -USMB | 2-0 |
| RCR- RCK | 2-0 |
| MCEE- ABS | 1-0 |

Handball/Championnat d'Afrique des clubs
(1^{er} J- Gr. B)

Le GSP s'impose face à la JSK (RD Congo)

LE GS PÉTROLIERS, représentant algérien à la 40^e édition du Championnat d'Afrique des clubs champions de handball, prévue du 19 au 28 octobre à Abidjan (Côte d'Ivoire), a entamé victorieusement sa campagne en s'imposant vendredi face à la JSK de la RD Congo (21-18), dans le cadre de la 1^{re} journée (Gr.B). Les Pétroliers enchaîneront lundi en affrontant les Égyptiens du Zamalek (tenant) dans un duel au sommet (19h00, algériennes), avant de boucler le premier tour mercredi face aux Marocains du Raja Casablanca (17h00, algériennes). Rappelons que le

club congolais de Petrosport, versé dans le même groupe que le GSP, a déclaré forfait. Dans le groupe A, le club égyptien d'Al-Ahly a disposé de son homologue camerounais de FAP (24-17). Cette poule comprend également Phoenix (Gabon), Red Star (Côte d'Ivoire) et l'USFA (Burkina Faso). A l'issue de la phase de poules, les quatre premiers de chaque groupe se qualifieront aux quarts de finale, prévus le 25 octobre. Les demi-finales et la finale sont prévues, respectivement, les 26 et 28 octobre.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Affaire Khashoggi

L'Arabie saoudite avoue que le journaliste a été tué au consulat d'Istanbul

LE ROYAUME a par ailleurs limogé un haut responsable des services de renseignement. La pression internationale était trop forte. L'Arabie saoudite a confirmé que le journaliste Jamal Khashoggi a bien été tué au consulat d'Istanbul, comme le soutenaient les autorités turques. Par ailleurs, le royaume a fait savoir qu'il limogeait un haut responsable des services de renseignement à la suite de cette affaire. Ryad affirme que le journaliste a perdu la vie à la suite d'une bagarre qui aurait mal tourné, ce qui s'accommode des constatations faites par la police turque. «Les discussions entre Jamal Khashoggi et ceux qu'il a rencontrés au consulat du royaume à Istanbul (...) ont débouché sur une rixe, ce qui a conduit à sa mort», affirme l'agence de presse officielle saoudienne SPA. Des respon-

sables turcs affirmaient déjà sous le couvert de l'anonymat qu'il y avait été assassiné par un commando spécialement envoyé de Ryad. Jusqu'à ce samedi matin, la direction saoudienne avait toujours démenti être impliquée dans sa disparition. En rendant publics les résultats de son enquête interne sur la disparition du journaliste, une affaire au retentissement mondial, l'Arabie saoudite a annoncé simultanément le limogage d'un haut responsable du renseignement. «Ahmad al-Assiri, vice-président du service général du renseignement, a été renvoyé de sa fonction», a indiqué SPA, citant un décret royal. Un conseiller de haut rang à la cour royale a lui aussi été limogé, selon la même source. Par ailleurs, 18 personnes ont été arrêtées dans le cadre de cette enquête.

Lutte antiterroriste

Trois éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés à Boumerdès

TROIS éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés vendredi à Boumerdès par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 19 octobre 2018 à Boumerdès (1^{re} Région militaire), trois éléments de soutien aux groupes terroristes», précise la même source. Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de

l'Armée nationale populaire «a appréhendé à Tamanrasset (6^e RM), six contrebandiers et saisi de deux marteaux piqueurs, deux groupes électrogènes et deux motocyclettes». De leur côté, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont intercepté un narcotrafiquant en possession de 1,5 kilogramme de kif traité à Tlemcen (2^e RM)». D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi, lors de deux opérations distinctes, menées à Mila et Souk Ahras (5^e RM), (224 grammes d'or et (12 380) unités de produits pyrotechniques», rapporte le communiqué.

Festival de Sulaymaniya

Échec du Maroc à censurer un film sur le Sahara occidental

LE MAROC n'a pas accepté la projection d'un film documentaire sur le conflit du Sahara occidental et il voulait que sa projection soit censurée lors du festival international du film de Sulaymaniya (SIFF) en Irak, ce que l'a incité à adresser «une note à l'ambassade irakienne à Rabat», ont rapporté hier des médias. Le documentaire intitulé «3 stolen Cameras (trois caméras volées)» est «une histoire sur la rupture d'une censure absolue avec des séquences uniques provenant d'une région dans laquelle les autorités marocaines ont réussi à mettre en place un blocus quasi total des médias», a expliqué la direction du festival. Selon le média kurde Rudaw, «l'ambassadeur irakien à Rabat a été convoqué par le gouvernement du Maroc» citant Danar Omer, directeur artistique du

SIFF. «L'ambassadeur irakien Ziyad Khalid Abd Ali, m'a contacté à ce sujet, disant que le film était interdit et demandant pourquoi nous l'avions présenté. Nous avons expliqué (...) qu'il s'agit d'un film documentaire et que sa projection est donc normale», confie ce responsable du festival. «L'information sur la projection du film a circulé. Le directeur chargé du Moyen-Orient au sein du ministère des Affaires étrangères a donc contacté, par téléphone, l'ambassadeur irakien. Ce dernier a insisté pour rencontrer le directeur (du festival) pour expliquer davantage la situation», poursuit-on. Le documentaire a été primé «meilleur film documentaire» à cette 3^e édition du SIFF, qui s'est déroulée du 10 au 16 octobre en cours.

Le Canada légalise le cannabis



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Les moyens modernes sont peu utilisés dans la communication institutionnelle

■ En effet, le nombre d'institutions qui utilisent les techniques modernes de l'information et de la communication reste très faible.

Par Hamid M.

Peu d'institutions publiques disposent d'un site fonctionnel à commencer par la wilaya. Elles se comptent sur les doigts d'une seule main. Même les réseaux sociaux ne sont pas profitables pour ces institutions même si une dizaine de directions de wilaya disposent d'une page sur Facebook mais qui n'est malheureusement pas alimentée en informations sur leurs activités d'une manière régulière à quelques exceptions rares. Et pourtant toutes les administrations ont été rendues destinataires d'une

instruction ministérielle interne portant la modernisation des moyens de communication. Les communes et les daïras ne sont en pas reste de ce qui ne peut être qu'une négligence. A Tizi Ouzou, on continue à dépenser un argent fou dans la confection des documents, à l'image des rapports transmis à l'Assemblée populaire de wilaya par les différentes directions. Des documents volumineux et coûteux qui terminent dans les poubelles engendrant ainsi des frais supplémentaires même pour leur destruction. A l'heure du web, l'Assemblée populaire de wilaya est rendue destina-

taire à chacune des sessions des documents sous forme papier avec une centaine de copies pour chacun des rapports. La communication via le web avec le citoyen fait défaut également et peu d'institutions en font usage préférant de ne pas épargner des déplacements coûteux aux citoyens pour un renseignement simple à mettre en ligne. En somme la modernisation de la communication institutionnelle est un chantier sur lequel les autorités locales devraient se pencher si on veut se mettre au diapason du développement du numérique dans la wilaya. H. M.

Tlemcen

Saisie de 18 kg de kif traité à Maghnia et arrestation de 6 personnes

Les éléments de la sûreté de wilaya de Tlemcen ont procédé dernièrement à la saisie de 18 kg de kif traité à Maghnia et arrêté six individus, a-t-on appris hier de la cellule de communication de ce corps de sécurité. L'opération a été menée par des éléments de la brigade de recherche et intervention (BRI)

suit à des informations faisant état de la présence d'une quantité de drogue dans un véhicule, stationné dans un quartier de Maghnia. Les investigations ont permis la localisation du véhicule à bord duquel se trouvaient trois individus. La fouille du véhicule a permis de découvrir la quantité de drogue saisie, a-t-on

précisé de même source. L'enquête préliminaire a permis d'identifier trois autres individus liés à cette affaire et arrêtés à Maghnia ainsi que la saisie d'un motorcycle. Les investigations se poursuivent toujours et les six individus arrêtés seront déferés ultérieurement devant la justice. A. S.